Complicité européenne avec l’occupation israélienne : saper le droit des Palestiniens à un travail décent

25 février 2020

L’Initiative syndicale européenne pour la justice en Palestine (European Trade Union Initiative for Justice in Palestine) publie un rapport sur les conséquences de l’occupation sur les droits des travailleurs·ses palestinien·ne·s.

Résumé du rapport

Depuis plus de 52 ans, Israël soumet le peuple et l’économie des territoires palestiniens à une occupation militaire violemment répressive et est responsable de politiques d’exploitation, y compris le crime

d’apartheid, au profit de son intérêt géopolitique et économique.

Cela a eu un impact dévastateur sur la vie palestinienne, les aspirations collectives et le développement économique. Aujourd’hui, les Palestiniens des territoires occupés souffrent d’un chômage chronique « à un niveau rarement observé depuis la Grande Dépression »1, et leur économie est structurellement subordonnée et dépendante d’Israël pour sa survie au quotidien et pour l’emploi.

Ce rapport met en lumière le système multiforme de répression et d’exploitation israélien qui empêche les travailleurs palestiniens de revendiquer leur droit au travail et à l’emploi. Il situe leur lutte dans le contexte du régime colonial israélien, tout en soulignant comment la complicité de l’Union européenne (UE) et des entreprises européennes perpétue cette réalité.
Pour plus d’informations, veuillez lire notre résumé de rapport ici.

Lire le résumé exécutif du rapport (en français)
Lire le rapport complet (en anglais)
Voir aussi les versions du résumé en espagnol et en néerlandais.

En savoir + sur l’Initiative syndicale européenne pour la justice en Palestine :
http://etun-palestine.org/
Page Facebook